



Les intellectuels juifs doivent utiliser leur privilège pour lutter, par tous les moyens possibles, contre les horreurs de Gaza

Description

La position de l'intellectuel aujourd'hui comme toujours est une position privilégiée, et elle doit se traduire en actes. Cela implique aussi de tracer un horizon politique.

Yael Berda, Abigail Jacobson, le 18 août 2025



Un récent article d'Eva Illouz, intitulé « Nous ne pouvons pas choisir entre la lutte contre l'antisémitisme et la condamnation d'Israël pour Gaza », cherchait à définir le rôle de l'intellectuel juif à notre époque. Nous tenons à souligner que la position de l'intellectuel

aujourd'hui comme toujours est une position privilégiée, et qu'elle doit se traduire en actions concrètes. À nos yeux, la question ne relève pas de l'identité ou de loyautés contradictoires, mais d'une action morale et d'une responsabilité directe face à la réalité que nous vivons.

Le rôle de l'intellectuel aujourd'hui est double :

1. arrêter les horreurs en cours à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est par tous les moyens possibles ;
2. tracer un horizon politique qui assure un avenir de vie dans ce territoire pour les deux peuples.

Ce n'est ni une tâche abstraite, ni « trop idéaliste », mais bien le devoir pratique et moral le plus urgent.

Cela ne peut se faire en évitant la responsabilité des actes du gouvernement et de leurs conséquences. Présenter la destruction, les meurtres et les déplacements comme de simples négligences efface le fait qu'ils sont le résultat d'une politique intentionnelle et continue : l'exclusion des Palestiniens de la sphère politique, la privation de leurs droits et le renforcement d'un régime ségrégationniste.

Reconnaître cette réalité ne remet pas en cause le droit des Juifs à l'autodétermination. Au contraire, c'est une condition préalable à la construction d'une réalité garantissant liberté et sécurité aux deux peuples.

L'antisémitisme est en hausse dans le monde entier et doit être pris très au sérieux. Mais la lutte contre lui ne doit pas brouiller la distinction entre la haine des Juifs et la résistance à l'occupation et à l'oppression. Des définitions comme celle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui ne font pas cette distinction, affaiblissent la lutte contre la haine et favorisent des alliances dangereuses entre le gouvernement israélien et des forces antisémites d'extrême droite à travers le monde.

Des alternatives, comme la **Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme**, montrent au contraire qu'il est possible de combattre la haine tout en défendant les droits des Palestiniens et en protégeant ceux qui s'opposent aux politiques destructrices.

La reconnaissance de l'autodétermination juive ne contredit pas une lecture de l'histoire locale sous le prisme colonial, y compris les processus de colonisation sioniste et la Nakba palestinienne, avec ses conséquences encore actuelles. Une telle lecture est nécessaire pour comprendre les déséquilibres de pouvoir et de construire une fausse symétrie. L'ignorer est un choix moral qui permet la poursuite de l'oppression et empêche l'émergence d'un horizon de solution juste.

Reconnaître la souffrance de l'autre n'efface en rien la reconnaissance des horreurs du 7 octobre, ni la souffrance et l'abandon (par le gouvernement) des otages. Mais présenter le Hamas comme seul responsable de la catastrophe à Gaza décharge le gouvernement israélien de ses responsabilités dans les politiques de massacres, de destruction urbaine, de famine et d'approfondissement de la ségrégation. Soutenir la guerre même par peur existentielle signifie, dans les faits, soutenir l'annexion de facto, le nettoyage ethnique en Cisjordanie et les

d'placements à Jérusalem-Est, ainsi que les visions messianiques de politiciens racistes. Le coup de force judiciaire, visant à écraser les contre-pouvoirs démocratiques, avait précisément pour but de parer ce projet.

Nous devons rejeter les comparaisons qui confondent régimes et dynamiques de pouvoir différentes afin de légitimer la réalité actuelle. Les distinctions essentielles entre les luttes de libération et d'autres horreurs dans le monde ne doivent pas être brouillées simplement pour affirmer qu'Israël ne devrait pas subir de sanctions ou de boycotts. La question du boycott, comme tout outil politique, doit être jugée selon sa moralité et son objectif, et non au prisme d'analogies simplistes.

La lutte contre l'antisémitisme et celle contre l'occupation, le racisme et la suprématie juive font partie d'un seul et même combat. Abandonner l'un, c'est abandonner l'autre. Le rôle des intellectuels, en ce moment, est d'insister sur un langage moral qui distingue entre un peuple et un régime, entre identité et contrôle militaire, et qui refuse de cacher les structures de répression derrière la rhétorique sécuritaire.

Cet engagement n'est pas un slogan mais une pratique quotidienne : arrêter l'extermination, démanteler le régime sécuritaire et construire un horizon politique où tous puissent vivre et respirer dans l'espace israélo-palestinien. Prendre ses responsabilités et contribuer à bâtir une opposition doit inclure la définition d'une voie de sortie de l'abîme.

Un exemple en est le mouvement **« Une terre pour tous : deux États, une seule patrie »** (le professeur Berda est militante et membre de son comité directeur), qui propose un cadre politique concret pour un véritable partenariat entre Israéliens et Palestiniens, fondé sur la reconnaissance mutuelle, le partage des ressources et la justice historique. C'est une illustration de la responsabilité morale et pratique, présente et future et une voie possible vers une réalité de sécurité, de liberté et de coexistence.

La professeure Yael Berda est juriste et enseignante au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université hébraïque. La professeure Abigail Jacobson est historienne et enseignante au département d'études islamiques et moyen-orientales de la même université.

Traduction : IA
Source : [Haaretz](#)

date créée
2025/08/19